

Argentine: vive la liberté, bordel!

« Anarcho-capitaliste, libertarien d'ultra-droite, radical-réactionnaire, anti-système pro-finance, Javier Milei est difficile à étiqueter. Il n'empêche, ses projets fous, ses paroles démentes et son style vulgaire font déjà du nouveau président argentin l'idiot utile de l'internationale anti-libérale, trop heureuse d'accoler au libéralisme économique le conservatisme social et

l'excentricité démagogue. En France, les défenseurs du « modèle vénézuélien » ont ainsi vite fait, toute honte bue, d'instrumentaliser la victoire du populiste - un amalgame pavlovien.

Le mal nommé « Trump de la pampa » n'appliquera pas son programme, et d'abord ses mesures les plus indéfendables. Mais l'essentiel est ailleurs: pour quoi le peuple (les « vraies gens ») lui a-t-il

offert la plus large victoire jamais accordée à un président depuis le retour de la démocratie? Il s'agit d'un vote sanction. Clair et net. Les électeurs - dont la moitié est pauvre - ont rejeté ce péronisme fait de dirigisme, de protectionnisme, de corruption et de nationalisme. Ils ont puni un système illibéral qui a mené à la faillite un pays autrefois parmi les plus riches au monde. Qui s'en préoccupait jusque-là?

A vrai dire, la bombe économique a déjà été allumée par Sergio Massa, le candidat défait du pouvoir. A tel point que les chances de succès de la politique de Javier Milei sont minimes. Une autre bonne affaire pour les hérauts de l'étatisme... Au bord du gouffre, les Argentins ont, eux, moins voté pour une idéologie que pour une rupture - une simple question de survie. Que cette volonté de renverser

la table se fasse aux accents du slogan « vive la liberté, bordel » ne saurait discrediter la solution libérale. Elle sonne au contraire comme un avertissement, jusqu'aux frontières d'une Europe corsetée par un interventionnisme extrême: il ne faut pas laisser le monopole de la liberté aux extrémistes.

Rémi Godeau
@remigodeauX

Impossible de financer la transition écologique pour tous les bâtiments publics. En plus de l'impératif budgétaire, c'est l'une des raisons qui pousse le gouvernement à vendre

Immobilier de l'Etat: le mirage de la cagnotte

Miroir aux alouettes

Pour faire des économies dans le cadre des « revues de dépenses », Bruno Le Maire et Thomas Cazenave, ministres de l'Economie et des Comptes publics, ont ciblé, dimanche, l'immobilier de l'Etat. Ils veulent réduire la surface moyenne par agent public de 24 à 16 m² et accélérer le rythme des cessions immobilières. Du déjà-vu.

Irène Inchauspé et Marc Vignaud

LES MINISTRES DE BERCY, Bruno Le Maire et Thomas Cazenave, ont sorti de leur chapeau un lapin bien grassouillet pour contribuer à la réduction des dépenses publiques. Il s'agit du colossal patrimoine immobilier de l'Etat. Valorisé 73 milliards d'euros, il inclut plus de 192 000 bâtiments et 30 000 terrains sur 94 millions de mètres carrés. « Le ratio des surfaces par agent public est aujourd'hui de 24 mètres carrés, très supérieur à celui du privé. Nous souhaitons le ramener à 16 m². Cela peut aussi passer par des cessions immobilières », a ainsi

déclaré Thomas Cazenave, ministre délégué aux Comptes publics, dans *La Tribune dimanche*.

Le principe de la réduction de la surface des bureaux de l'Etat à 16 m² avait déjà été discrètement acté dans une circulaire envoyée à ses ministres par Elisabeth Borne, le 8 février 2023. Il s'agit de tirer profit du développement du télétravail en réorganisant les surfaces de travail à la sauce « flexoffice ». Un brin technocratique, le document qui fixait même un plafond à 18 m² de « surface utile brute » par agent, a fait hurler les

syndicats au point que l'Unsa a décidé de l'attaquer devant le Conseil d'Etat...

Sur le papier, réduire la surface immobilière occupée par la puissance publique coche beaucoup de cases. Accélérer la vente du patrimoine immobilier de l'Etat permettrait non seulement de faire rentrer de l'argent dans ses caisses, mais aussi de lui en faire économiser en lui évitant de lourdes dépenses de rénovation thermique. Le tout en participant à l'ob-

jectif de « zéro artificialisation nette » des sols, puisque les nouveaux propriétaires pourront utiliser les bâtiments cédés à d'autres fins. Ce n'est plus un lapin, c'est un mouton à cinq pattes!

Passoires. On comprend que l'Etat ait envie de se débarrasser de quelques passoires thermiques. En matière de rénovation thermique des bâtiments publics, le gouvernement sait qu'il n'a

pas de temps à perdre. La loi sur le logement de novembre 2018 impose un calendrier exigeant. Elle prévoit que les bâtiments de plus de 1 000 m² utilisés dans le secteur tertiaire devront consommer 40 % d'énergie en moins en 2030, 50 % en 2040 et 60 % en 2050 (par rapport à 2010).

Un chantier énorme pour lequel l'Etat a déjà dépensé 3,9 milliards

●●● Page 2



L'UE pourrait reprendre son aide au développement en Palestine

Contrôles

UN GRAND OUF DE SOULAGEMENT résonnera-t-il ce mardi à Strasbourg? En début d'après-midi, suite à la réunion de son Collège, la Commission européenne devrait présenter les résultats de l'audit interne mené depuis les attaques du Hamas en Israël le 7 octobre dernier, visant à s'assurer qu'aucun euro d'argent public européen n'a pu financer des activités terroristes. L'Union européenne (UE) est le plus grand donateur international à la Palestine, avec un budget de 1,2 milliard d'euros entre 2021 et 2024,

finançant une centaine de projets de développement. Or, si depuis plusieurs semaines la Commission a augmenté l'aide humanitaire pour les réfugiés palestiniens, elle a mis entre parenthèses

l'aide au développement le temps de revoir cette dernière. Cela a donné lieu à une communication kafkaïenne de la Commission affirmant que les versements n'étaient « pas gelés, car ils

[n'étaient] pas prévus ». L'Allemagne et l'Autriche, soutiens historiques d'Israël, ont de leur côté très tôt gelé leur aide bilatérale à la Palestine.

Au final, l'audit devrait conclure à l'absence de liens entre ce soutien financier et des groupes terroristes, tout en conseillant une surveillance renforcée pour les futurs versements, selon plusieurs officiels européens cités lundi dans le *Financial Times*. Deux organisations récipiendaires de cette aide font encore l'objet de contrôles en raison d'accusations de discours de haine, ajoute le quotidien britannique. A l'avenir, les contrats

de financement de projets en Palestine pourraient inclure des clauses interdisant les déclarations antisémites ou de soutien au Hamas ou à des organisations terroristes, y compris pour les proches de ceux qui reçoivent l'argent. Enfin, une partie des projets actuels, représentant 75 millions d'euros, n'a plus lieu d'être et sera redistribuée à d'autres territoires palestiniens, ajoute une source citée par le *Financial Times*. Le prochain paiement devrait avoir lieu fin novembre.

Jade Grandin de l'Eprevier
(à Bruxelles)
@JadeGrandinX

La macronie courtise les maires



Propositions de loi, missions et consultations à tout-va, visites sur le terrain, invitations dans les ministères... La majorité ne veut pas donner l'impression d'ignorer le malaise des élus, alors que se tient jusqu'à jeudi le Congrès des maires de France, porte de Versailles, à Paris.

Page 4

De faux bénévoles prévoient de perturber les JO

Des militants veulent « faire grève » à la dernière minute pour protester contre ce qu'ils estiment être du « travail dissimulé »

Page 5

Pourquoi Javier Milei a gagné en Argentine

Le 10 décembre, le candidat anti-système prendra ses fonctions présidentielles et se confrontera au principe de réalité

Page 6

Rome et Berlin signent un « plan d'actions » bilatéral

Après de fortes tensions sur les questions migratoires, les deux pays tentent de trouver une stratégie commune

Page 7

●●● Suite de la page 1

d'euros sur les trois dernières années rien que pour la rénovation des bâtiments publics. « On ne financera pas la transition environnementale pour les 100 000 m² que l'Etat possède aujourd'hui, il faut réduire son parc immobilier », a expliqué en mars dernier Alain Resplandy-Bernardin, directeur de l'immobilier de l'Etat.

Etre agent immobilier ne s'improvise pas, et la gestion publique dans ce domaine est loin d'être performante. D'abord, les cessions d'immeubles ne rapportent pas grand-chose. En nombre, elles sont en baisse tendancielle depuis 2015. En valeur, l'année 2019 a été exceptionnelle du fait de la cession de l'îlot Saint-Germain, ancien Etat-major des Armées, à un Qatar pour 350 millions d'euros. Mais « le montant moyen des produits de cessions s'est établi à 250 millions d'euros par an depuis 2017 ; soit deux fois moins que l'objectif de 500 millions d'euros par an annoncé en 2004 ».

Fragilité. C'est le constat dressé par l'Inspection générale des finances et le Conseil général de l'environnement et du développement durable dans un rapport publié en avril 2022. Leurs auteurs soulignent que les compétences de type « ingénieur » pour la conduite d'opérations immobilières et a fortiori pour les contrats complexes ; celles de « techniciens supérieurs » pour la gestion du patrimoine public, enfin celles d'urbanistes et d'économiste de la construction font cruellement défaut dans l'appareil d'Etat. A cela, ils ajoutent l'hétérogénéité des organisations ministérielles et la fragilité des administrations territoriales de l'Etat placées sous la responsabilité des préfets.

Voilà pourquoi se produisent parfois des énormes loupés. En 2003, l'immeuble de l'imprimerie nationale situé rue de la Convention, à Paris, a été vendu au fonds Carlyle pour 103 millions d'euros. Il a été racheté quatre ans plus tard pour 325 millions par... le ministère des Affaires étrangères, après que le fonds américain a réalisé un investissement de 100 millions d'euros pour sa rénovation.

En 2022, la Cour des comptes a publié un bilan très mitigé des cessions immobilières parisiennes du ministère des Armées entre 2008 et 2020. « Initialement désigné comme le principal bénéficiaire de ces cessions, le ministère des Armées apparaît pourtant comme le principal perdant dans ce dossier », écrivent les Sages de



L'îlot Saint-Germain, ancien Etat-major des Armées, a été vendu en 2019 à un Qatar pour 350 millions d'euros. Un record.

la rue Cambon. La Défense aura cédé pour plus d'un milliard d'euros de biens immobiliers dans la capitale (soit 60 % des produits de ses ventes immobilières en France entre 2009 et 2019), avec des décotes représentant en tout près de 90 millions d'euros. Bref, il ne vaut mieux pas confier la vente de son bien immobilier à l'Etat.

Celui-ci pourrait-il mieux se faire dans l'avenir ? Rien n'est moins sûr. Les passoires thermiques mises sur le marché ne trouveront pas forcément preneurs dans les montants de rénovation sont colossaux. Les chiffres sont vertigineux. Pour faire face aux changements climatiques, l'Etat et les collectivités locales doivent rénover quelque 400 millions de mètres carrés de bâtiments publics. Avec une facture qui pourrait grimper, dans les estimations les plus hautes, jusqu'à 500 milliards d'euros d'ici à 2050.

Un projet « pharaonique » considéré comme « le chantier du siècle » par le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu. Pour que le privé en prenne en charge une partie, il va falloir beaucoup baisser les prix... Annoncer des cessions à venir en pleine crise immobilière n'est pas non plus la meilleure idée pour vendre dans de bonnes conditions. Le lapin risque de retourner assez rapidement dans le chapeau des ministres.

@inchauspé @mvignaud

« J'entends le même discours depuis trente ans »

FRANÇOIS ECALLE, L'AUTEUR DU SITE de référence sur les finances publiques, Fipeco, explique les raisons pour lesquelles il sera très difficile, selon lui, de dégager des économies significatives sur l'immobilier de l'Etat.

Que pensez-vous des annonces faites ce week-end sur la réduction des surfaces immobilières occupées par l'Etat ?

Des instructions du Premier ministre sur le thème « il faut réduire des surfaces de bureaux » et, par là même, vendre des immeubles, voire des terrains de l'Etat, cela ne me semble pas très nouveau. J'entends le même discours depuis trente ans. On ne voit jamais vraiment le résultat. Dans la pratique, c'est très compliqué, car les administrations n'aiment pas déménager. Pendant un moment, il a même été décidé de mettre en place ce qu'on appelle des « loyers budgétaires ».

« En étant extrêmement ambitieux, on peut espérer de l'ordre de 100 à 200 millions d'euros de plus par an »

Chaque ministère propriétaire de ses locaux payait des crédits budgétaires, comme s'il acquittait des loyers à un propriétaire privé. L'argent était versé au compte d'affectation spécial du patrimoine immobilier de l'Etat. Il s'agissait d'un pur jeu d'écriture interne à la puissance publique. Le but était de sensibiliser les ministères sur le fait qu'ils occupaient des immeubles très chers, souvent en plein cœur de Paris. Cela devait les inciter à trouver des locaux moins onéreux et accepter de déménager en banlieue, voire dans des provinces lointaines, afin de récupérer une partie de leurs crédits. Ça n'a pas très bien fonctionné et cela a été supprimé assez récemment. Dans la pratique, les administrations n'aiment pas bouger. C'est donc très compliqué.

La donne n'a-t-elle pas changé depuis la crise du Covid-19 avec le développement du travail à distance des agents publics ?

C'est vrai qu'il y a une nouveauté, c'est celle du développement du télétravail. Mais les équipes ont tout de même besoin de se voir ensemble physiquement... Ils ne peuvent pas uniquement venir à tour de rôle. Mais supposons qu'on arrive à réduire la surface des bureaux occupés, qu'en fera-t-on ensuite ? Peut-on vendre des bouts d'étages ou d'immeubles ? Va-t-on louer les locaux libérés ? Ce sera long, compliqué et le résultat n'est pas garanti. En étant extrêmement ambitieux, on peut peut-être doubler les recettes de cessions. On peut espérer de l'ordre de 100 à 200 millions d'euros de plus par an. Il peut y avoir d'autres raisons de vendre, comme la libération du foncier afin de faciliter la construction, mais l'objectif n'est pas d'en tirer le maximum de rendement.

En 2016, la direction de l'immobilier de l'Etat a été créée. C'est un progrès ?

Oui, dans la mesure où, auparavant, chaque ministère gisait un peu son parc dans son coin sans connaître la valeur de son patrimoine ou les procédures à suivre en cas de vente. La création de cette direction a permis de mettre un peu d'ordre, de centraliser les procédures, d'encadrer les opérations immobilières. De ce point de vue, c'est un progrès.

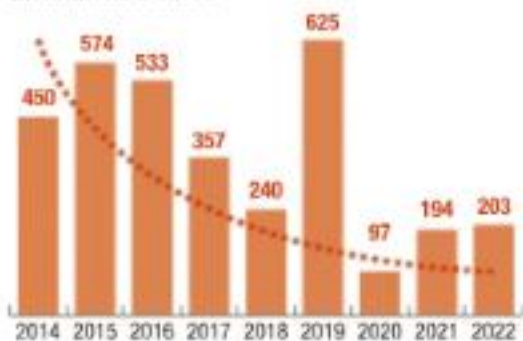
Interview Marc Vignaud



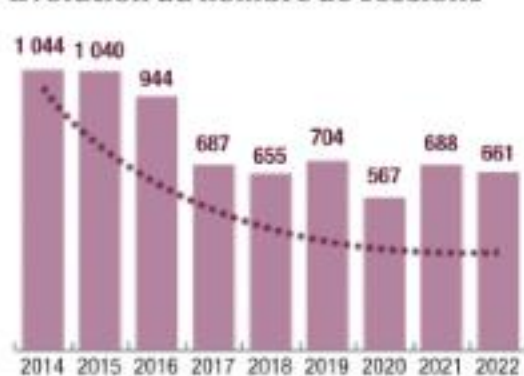
« Les administrations n'aiment pas bouger », rappelle François Ecalle.

Cessions immobilières de l'Etat: quel état des lieux ?

Evolution du produit des cessions
En millions d'euros

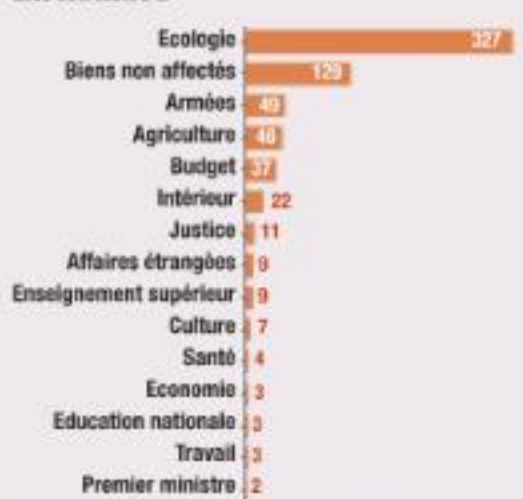


Evolution du nombre de cessions

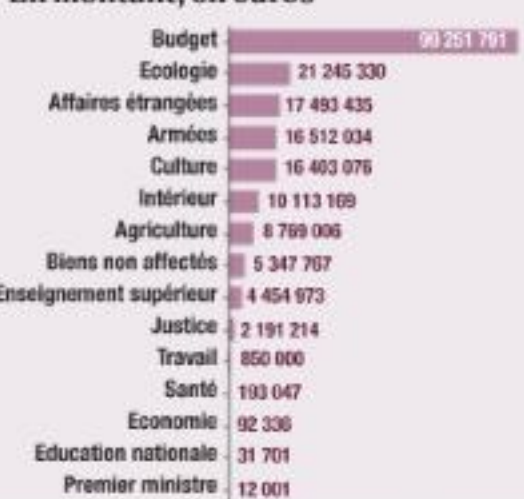


Répartition des cessions par ministère en 2022

En nombre



En montant, en euros



Répartition des surfaces occupées par ministère en 2022

Par m²/surface utile brute (SUB)



SOURCE: RAPPORT D'ACTIVITE 2022 DE LA DIRECTION DE L'IMMOBILIER DE L'ETAT

L'Italie aussi veut faire fructifier son patrimoine immobilier

« DANS UN CONTEXTE DE FORTE pression sur les finances publiques, la cession de biens immobiliers est devenue une mesure ordinaire et récurrente des Etats européens depuis les années 2000 », observe Félix Adisson, maître de conférences à l'Ecole d'urbanisme de Paris, dans un article publié en octobre 2020. Sous l'œil de la Commission européenne et des agences de notation, l'Italie a mis ses administrations en ordre de marche pour gérer son patrimoine immobilier.

Depuis 2010, chaque année, les administrations doivent communiquer à l'Etat l'inventaire des biens qu'elles occupent, les coûts d'utilisation et leurs futurs besoins en immobilier sur une base tri-

Les administrations gèrent elles-mêmes leur parc, mais leur activité est encadrée et contrôlée par une agence nationale

nale. Depuis dix ans, ces données sont en accès libre, ainsi que la liste des administrations ayant participé, ou pas, à l'opération annuelle d'inventaire, selon le principe du « name and shame ».

Méthode et outils. Elles communiquent aussi depuis 2012 un plan de réduction et de la rationalisation de la consommation d'espace pour viser un objectif de 20 à 25 m² par ETP (équivalent temps plein), voire de 12 m² par ETP pour les constructions neuves. Ces entités bénéficient en contrepartie de 15 % des économies réalisées qui leur permettent de financer des

opérations d'amélioration des conditions de travail. A partir de 2019, celles-ci ont eu progressivement l'obligation d'utiliser un outil de modélisation, « building information modeling » (BIM), pour toutes les opérations complexes de plus de 100 millions d'euros. Il s'agit d'une méthode de gestion des projets de construction, basée sur une maquette numérique en 3D contenant des données fiables et structurées.

Nous n'en sommes pas là en France. Le seuil a été progressivement abaissé : à compter de 2025, toutes les opérations de travaux devront passer par le BIM peut-on lire dans le rapport « Immobilier de l'Etat, une nouvelle architecture pour professionnaliser », publié en 2022 par l'Inspection générale des Finances et le Conseil général de l'environnement et du développement durable. Les auteurs soulignent que les administrations gèrent elles-mêmes leur parc immobilier, mais que leur activité est strictement encadrée et contrôlée par une agence nationale qui vérifie la bonne exécution de la stratégie immobilière convenue avec le Trésor italien. Elle a été créée en 2019 et compte environ 1 000 agents.

En même temps, « un fonds public, le FIP (Fondo Immobili Pubblici) a été mis en place pour recueillir les biens immobiliers des agences d'Etat (centres d'impôts ou organismes de retraite). Leur tutelle, le ministère de l'Economie et des Finances, les a contraintes à transférer au FIP des immeubles de bureaux de grande taille, d'un seul tenant et majoritairement situés dans les principales villes italiennes », écrit Félix Adisson. Ensuite, ils sont transformés en actif immobilier. Les fonds publics se sont depuis multipliés. Au total, vingt fonds gérant 7 milliards d'euros de patrimoine ont été ouverts entre 2002 et 2017.

Irène Inchauspé

BRAVO À NOS CHAMPIONS POUR LEUR 2^{ÈME} PLACE DE LA TRANSAT JACQUES VABRE !



Paprec, leader du recyclage, acteur majeur de la gestion des déchets et de la production d'énergies vertes, accompagne les plus grands marins depuis 25 ans. Merci à Yoann Richomme et Yann Eliès de porter haut les valeurs de notre groupe : ténacité, esprit d'équipe et dépassement de soi !



Antisémitisme: les feux de l'enfer de l'humour



« Si vous n'allez pas trop loin, vous n'irez pas assez loin », disait l'écrivain britannique Christopher Hitchens. La formule a peut-être inspiré l'humoriste Guillaume Meurice quand il a conseillé, le 29 octobre dernier, alors que les invités de l'émission hebdomadaire « Le grand Dimanche soir » parlaient de déguisements pour Halloween, de se grimer en Netanyahou. Et, au cas où ses auditeurs n'auraient pas su de qui il s'agissait, il a enchaîné, le sarcasme dans la voix, avec ce ton de velours affable qui sert à polir les poignards : « C'est une sorte de nazi, le prépuce en moins. »

Associer le terme nazi, signe d'infamie politique et morale, à la circoncision, marque identitaire du judaïsme, pour identifier le chef de l'État israélien n'est pas une bonne blague, mal tournée, un peu bancal, alors qu'un trait d'humour doit avoir quelque chose de simple, d'évident et de général malgré sa cruauté. Aucun admirateur de Guillaume Meurice, je l'espère, n'a suivi son conseil et ne s'est exhibé le soir d'Halloween en uniforme nazi, le sexe à l'air et sans prépuce, car nul n'aurait compris qu'il s'agissait de Netanyahou.

Message politique. D'où la question : était-ce juste une blague, destinée à faire méchamment rire, dans la tradition de l'humour français de Pierre Desproges ? Ou bien était-ce un message politique, qui martèle une conviction et veut faire reculer les limites du tolérable en matière de critique de l'État juif et de ses habitants (nazi-juif), tout cela en profitant de l'impunité que l'humour garantit ?

Estimant que l'avertissement qui lui a été infligé par la direction de Radio France est une injustice et jugeant n'avoir commis aucune faute pour s'être limité à pratiquer son métier (le maniement de la satire et de l'outrance), l'humoriste a décidé de contester la sanction en justice, la loi étant, reconnaît-il, la seule limite en matière d'humour.

Les nombreux signalements des internautes qui ont amené l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et

Quand une saillie se présente comme l'expression d'une conviction enracinée et qu'elle est faite pour échauffer les sentiments hostiles à l'égard d'un groupe, l'impunité due aux blagues n'est plus de mise

numérique (Arcom) à se saisir de l'affaire, ont dénoncé la tonalité antisémite des propos de Guillaume Meurice. La question soumise au régulateur et à la justice n'est donc pas de savoir si ces propos ajoutent « la division à la division » (comme le dit le justificatif de la sanction de Radio France), ni même s'ils sont une atteinte à la dignité et au respect, mais si, en associant l'abomination qu'est le nazisme, à une réalité physique intime des hommes juifs, signalant leur appartenance à une communauté, de tels propos reprennent ou non des tropes antisémites.

L'humour est fait pour choquer et pour créer des brèches, il est par nature irrespectueux et transgressif. Mais un critère permet d'apprécier jusqu'où il peut aller en matière d'allusions racistes. Si c'est de l'humour qui ne se prend pas au sérieux, fait feu de tout bois et ne peut être soupçonné de défendre obstinément une cause militante, il n'y a pas de limites, en principe.

En revanche, quand une saillie se présente comme l'expression d'une conviction enracinée et qu'elle est faite pour échauffer les sentiments hostiles à l'égard d'un groupe, l'impunité due aux blagues n'est plus de mise, l'humoriste doit prendre la responsabilité de ses pro-

pos et c'est à la justice de trancher. A titre d'exemple, dans un autre cas, Dieudonné fut condamné pour injure raciale quand la justice a considéré que le militant de l'antisémitisme s'était substitué à l'humoriste.

Ambiguïté. L'humour suppose un usage du langage qui va au-delà de la littéralité de ce qui est dit, il joue sur les évocations, les allusions, les sous-entendus et les doubles-sens. Pour toucher juste, l'humour doit se montrer hypersensible à une culture dont il exploite les références historiques, les stéréotypes et les préjugés, et il est d'autant plus efficace qu'il sait exploiter la connivence culturelle avec le public. Il suffit parfois d'un mot-clé, d'un élément d'histoire, qui fonctionnent alors comme des déclencheurs d'association

Le bon mot de Guillaume Meurice revient à dire: il y a deux sortes de nazis, ceux qui exterminent les juifs, et ceux, sans prépuce, leurs victimes, qui font pareil avec les Palestiniens. Les juifs, victime totale, deviennent ainsi bourreaux par excellence, et que chauffe la haine!

d'idées chez les auditeurs pour que ceux-ci comprennent sans ambiguïté ce que l'humoriste veut dire : il parle de bananes et de singes, le public sait où il veut en venir, de même s'il parle de nez crochu et de poches pleines de billets.

Mais rajouter « nazi » et « sans prépuce » c'est autre chose, car si aujourd'hui, heureusement, le grand public en France ne se dit pas d'emblée lorsqu'il entend « nazi » que « les nazis, bien sûr, ce sont les juifs », on peut faire confiance au genre de saillies dont Guillaume Meurice a le talent pour que ce soit bientôt le cas, le but visé étant l'identification automatique des juifs à des perpétrateurs d'un génocide.

Il n'y a aucun problème à rire des juifs, mais à condition d'éviter les énoncés qui dans un contexte de communication ordinaire, et non humoristique, pourraient être incriminés comme injurieux et haineux à leur égard. Injurieux, non parce qu'ils incluraient des injures raciales explicites (il n'y a plus d'antisémites assez bêtes pour s'en servir), mais en raison d'allusions, de références et d'association d'idées qui nourrissent le fonds de commerce de l'antisémitisme.

« Une sorte de nazi, mais sans prépuce » : faut-il rappeler que les nazis justement demandaient aux hommes qu'ils soupçonnaient d'être juifs de montrer leur sexe avant de les envoyer à la mort ? Faut-il rappeler qu'on a depuis longtemps accusé les juifs des pires forfaits (empoisonner les puits, sacrifier les enfants, coloniser un peuple) pour justifier qu'on les tue par anticipation ? Faut-il rappeler enfin que les nazis ont été les auteurs d'un génocide (un tiers de la population juive mondiale) dont la création de l'État d'Israël devait assurer qu'il ne se répéterait jamais ?

Le bon mot de Guillaume Meurice revient à dire : il y a deux sortes de nazis, ceux qui exterminent les juifs, et ceux, sans prépuce, leurs victimes, qui font pareil avec les Palestiniens. Les juifs, victime totale, deviennent ainsi bourreaux par excellence, et que chauffe la haine ! La justice appréciera s'il s'agit d'une blague ou d'une conviction assumée et si la clause d'impunité propre à l'humour vaut encore. Il est nécessaire d'aller trop loin, mais pas nécessairement vers une eau si trouble.

Monique Canto-Sperber est universitaire, présidente du think tank GénérationLibre. Elle a publié plusieurs livres dont *Sauver la liberté d'expression* (2021).

Propositions de loi, visites sur le terrain... La majorité ne veut pas donner l'impression d'ignorer le malaise des élus

La macronie multiplie les mots d'amour aux maires de France

Câlinothérapie

Jusqu'à jeudi se tient le Congrès des maires de France, porte de Versailles, à Paris. Emmanuel Macron a convié plusieurs centaines d'entre eux à l'Élysée, mercredi soir.

Matthieu Deprieck

C'EST DEVENU UN IMMUABLE RENDEZ-VOUS politique. Comme à chaque fin du mois de novembre, le Congrès de l'Association des maires de France (AMF) est l'occasion pour les élus locaux de regretter le manque de soutien de la part de l'État. La macronie, au pouvoir depuis 2017, le sait et anticipe désormais cette échéance. De nombreuses initiatives pour rassurer les maires ont été lancées ces dernières semaines au gouvernement comme au Parlement, si bien qu'il est même difficile de s'y retrouver. Sénateurs et députés ont chacun adopté une proposition de loi en marge du Congrès de l'AMF.

À la Chambre haute, le texte concerne la protection des élus locaux. Le ministère de l'Intérieur a décompté près de 2 400 atteintes physiques depuis le début de l'année. Cette proposition de loi transpartisane prévoit de sanctionner les violences contre les élus à la même hauteur que celles visant les forces de l'ordre (sept ans de prison et 100 000 euros d'amende). Elle élargit également le recours à la protection fonctionnelle, c'est-à-dire l'assistance juridique dont bénéficient les élus faisant l'objet de menaces ou de violences. Le gouvernement a soutenu le travail des sénateurs.

De son côté, l'Assemblée nationale vient d'adopter à l'unanimité un texte venu du palais du Luxembourg et proposé à l'initiative du sénateur macroniste François Patriat.

Le 26 octobre, la Première ministre avait décidé de présenter les réponses aux émeutes urbaines de juin devant les maires des communes touchées par ces violences

Il vise à revaloriser le métier de secrétaire de mairie, « le cœur battant de nos communes rurales », a souligné le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini. Le travail législatif ne s'arrête pas là. Une réflexion est engagée sur le statut de l'élu. Les députés Violette Spiloubout (Renaissance) et Sébastien Jumel (PCF) mènent actuellement une mission à ce sujet en vue d'aboutir à un texte en 2024.

Recette traditionnelle. Hors des murs du Parlement, le gouvernement se multiplie pour convaincre les maires de son soutien. Le 7 novembre, il a convié 350 élus à la « convention nationale de la démocratie locale », une réflexion collective pour identifier les freins aux vocations et à l'exercice des mandats locaux. Le président de l'AMF, David Lisnard (LR) affirme, dans un entretien au *Parisien*, que 40 maires démissionnent tous les mois depuis mars 2020.

En association avec l'AMF, l'exécutif a également commandé au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) une

enquête pour mesurer le mal-être des élus locaux. Huit mille d'entre eux ont répondu, faisant apparaître un profond malaise.

Enfin, Emmanuel Macron a confié au député Renaissance Eric Woerth une mission sur la décentralisation. De son côté, Dominique Faure, la ministre chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité, a annoncé dans *Le Journal du dimanche* la mise en place d'un guichet d'aide psychologique pour les maires et leur famille ouvert 7 jours sur 7.

En termes d'amour, les preuves sont importantes, mais les mots ne sont pas superflus. Une nouvelle fois, le chef de l'État ne prononcera pas le discours de clôture du Congrès de l'AMF. Il reproduira, en revanche, une recette devenue traditionnelle, celle de recevoir à l'Élysée plusieurs centaines de maires. La tâche de s'exprimer au Congrès revient ainsi à Elisabeth Borne. Le 26 octobre, la Première ministre avait

A Paris, les édiles ne restent pas enfermés porte de Versailles. Ils collectionnent les invitations dans les ministères

décidé de présenter les réponses aux émeutes urbaines de juin devant les maires des communes touchées par ces violences. Elle les avait à plusieurs reprises remerciés, leur rendant hommage, à eux, « les visages d'une France qui agit et ne baisse jamais les bras ».

Dîners et apéros. À l'approche du Congrès de l'AMF, les ministres ont veillé à chouchouter les maires. Plusieurs se sont rendus dans les assemblées départementales : Olivier Véran en Isère, Franck Riester dans la Drôme, Stanislas Guerini dans le Lot pour rencontrer des secrétaires de mairie. Dominique Faure s'est, elle, rendue dans le Nord, le Pas-de-Calais, en Loire-Atlantique, dans la Nièvre, en Haute-Garonne, dans l'Aude et en Vendée. Son entourage affirme qu'elle est la ministre qui se déplace le plus dans le gouvernement avec 120 déplacements, qui ont permis de couvrir 76 départements. À chaque fois, elle en profite pour rencontrer les élus locaux. Elle déjeune également avec des délégations de maires (femmes, jeunes, victimes d'agressions, démissionnaires, maires en situation de handicap), détaille son cabinet.

L'opération de câlinothérapie connaît une dernière dimension. À Paris, les maires ne restent pas enfermés porte de Versailles. Ils collectionnent les invitations dans les ministères. Le ministre des Transports, Clément Beaune a prévu de s'entretenir avec des élus concernés par des projets ferroviaires. Outre la réception à l'Élysée mercredi soir, les maires vont devoir choisir mardi soir entre une soirée à Bercy à l'invitation de Bruno Le Maire ou l'équivalent au ministère de la Transition écologique à l'initiative de Christophe Béchu et en présence de tous les ministres de l'hôtel de Roquelaure. Juste avant, à l'heure de l'apéro, les élus du Nord pourront passer une tête au ministère de l'Intérieur trinquer avec Gérald Darmanin. Cent cinquante édiles sont attendus. Enfin, la réception au ministère de l'Outre-mer à la réputation d'être l'une des plus conviviales. Le carton envoyé par Philippe Vigier mentionne une rencontre mercredi midi, à une heure qui invite à la sobriété.

@mdeprieck



David Lisnard, le président de l'AMF, et Elisabeth Borne au précédent Congrès des maires, le 24 novembre 2022.

SIPA PRESS

La principale
élection pour choisir
les représentants
des salariés
s'ouvre ce mardi
**Airbus, cette
citadelle que
les syndicats
se disputent**

Sky is the limit

Entre les 21 et 23 novembre se tiennent les élections professionnelles les plus importantes du groupe Airbus. **Marylise Léon (CFDT) s'est rendue au siège à Blagnac, le 3 octobre, suivie par Frédéric Souillot (FO) le 19 octobre, Sophie Binet (CGT) le 24 octobre et François Hommeril (CFE-CGC) le 9 novembre.**

Sarah Spitz

S'IL EST UNE BATAILLE QUI FAIT RAGE entre les syndicats, c'est à Airbus qu'elle se livre, lors de ses élections professionnelles. Goutte d'eau dans la multitude de renouvellements des comités sociaux et économiques (CSE) du privé, celui du fleuron de l'aéronautique revêt une importance particulière : avec 50 000 salariés en France, c'est le plus gros employeur de la branche métallurgie, avec un haut niveau de syndicalisation. Ces élections clignotent depuis des semaines sur les radars des chefs de file syndicaux qui défilent les uns après les autres à Blagnac, en banlieue toulousaine, au siège du groupe.

Les élections des filiales défense et aérospatiale et hélicoptères ont déjà eu lieu. Les yeux sont désormais rivés sur la dernière élection - la plus importante -, celle de la filiale principale d'Airbus, dont le scrutin s'ouvre mardi 21 novembre. Les votes détermineront le podium syndical final et le pouvoir de négociation de chacun au sein du groupe. « La concurrence est assez rude, on sent qu'il peut y avoir des glissements », estime Hervé Pinard, principal représentant CFDT à Airbus, entre deux tracts distribués lundi, entouré de militants FO et CFE-CGC.

Force ouvrière est majoritaire au sein d'Airbus et tient à conserver sa mainmise. Il s'agit du plus grand groupe d'adhérents pour le syndicat - « plus de 15 000 » -, se félicite son secrétaire général Frédéric Souillot. Le 19 octobre, il a participé au repas annuel des 1500 « collecteurs » chargés de récupérer les cotisations des adhérents.

Dans son sillon, on trouve la CFE-CGC. L'organisation entend embarquer encore davantage les cadres, de plus en plus nombreux dans la population active française. Une évolution qui semble avoir été décisive dans son couronnement historique, la semaine dernière, comme premier syndicat d'EDF, bastion tenu depuis 77 ans par la CGT. Mais, pour son président François Hommeril, « prendre la première place paraît compliqué, Airbus reste une industrie de main d'œuvre. Nous partons avec un handicap parce que nous sommes absents du premier colège », celui des ouvriers et employés.

• **Représentativité** • Face à ces deux poids lourds, les « challengers » se démènent. Le 24 octobre, Sophie Binet, nouvelle cheffe de file de la CGT, faisait, elle aussi, escale dans le Sud-Ouest. Notamment entourée de membres de l'Ugict, la structure dédiée aux cadres et dont elle est elle-même issue, elle aussi espère remporter des voix auprès de ce public.

Légèrement devant la centrale de Montreuil, en troisième place, se trouve la CFTC. Le 5 octobre, elle organise une table ronde sur la transition écologique dans l'aviation. Pour son président tout juste réélu, Cyril Chabanier, ce cycle de votes est « stratégique parce qu'Airbus influence énormément la branche métallurgie », où le syndicat a perdu sa représentativité en 2019. Les voix acquises chez l'avionneur pourraient lui servir à atteindre son objectif de 10% de suffrages au niveau national.

La CFDT, elle, part de loin. Premier syndicat en France et dans la branche métallurgie, elle n'est que cinquième chez Airbus. « En 2019, les élections se sont mal passées, nous avons perdu la représentativité en passant sous la barre des 10% de votes », déplore son représentant. Dans l'espoir de la retrouver, Marylise Léon, nouvelle secrétaire générale, est venue à Blagnac le 3 octobre.

Dans cette élection, l'atteinte des objectifs dépendra aussi du taux de participation. Le scrutin se clôturera ce jeudi.

@sarah_spritz

Des militants anti-JO, qui se sont inscrits pour devenir bénévoles lors de Paris 2024, ont l'intention de se retirer à la dernière minute pour protester contre ce qu'ils estiment être du « travail dissimulé »
Ces faux bénévoles qui prévoient de faire « grève » pour perturber les Jeux olympiques

No show

Quelque 313 000 personnes se sont portées candidates pour devenir bénévoles lors des Jeux olympiques de Paris. Au final, les heureux élus ne seront que 45 000. Le spectre de leurs missions sera large, de l'accueil des publics à la logistique et au transport.

Jon Elizalde

FAIRE GRÈVE QUAND ON N'EST PAS PAYÉ, c'est inhabituel, mais pas forcément sans effet. Le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (Cojop) se voit confronté à la menace qu'une partie de ses 45 000 bénévoles ne se présentent pas le jour J. C'est le sens de l'appel que plusieurs collectifs ont lancé au printemps dernier dans une tribune intitulée « Pas de bénévoles pour les JOP [Jeux olympiques et paralympiques] 2024 : un tutoriel pour gâcher leur campagne de travail dissimulé », publiée sur le site Basta. « L'idée, explique à l'Opinion un membre de Saccage 24, l'un des collectifs signataires, est de faire semblant d'être motivé jusqu'au bout, de bien suivre toutes les formations obligatoires... et d'attendre le dernier moment pour faire faux bond. »

Ces collectifs entendent mettre le bazar dans l'organisation du plus grand événement sportif au monde afin de notamment protester contre ce qu'ils estiment être du travail gratuit dissimulé, maquillé en bénévolat. « Les volontaires travailleraient entre huit et dix heures par jour, six jours sur sept, non rémunérés, et sans prise en charge de leurs frais de transport ou d'hébergement pour celles et ceux qui viendraient de loin, est-il écrit dans la tribune. Pour certains "postes", des compétences spécifiques sont même demandées. Les bénévoles auraient des fiches de postes, des missions, des supérieurs hiérarchiques et leur présence serait essentielle au bon fonctionnement des Jeux. Les "volontaires" seraient donc à la disposition du Cojop, exécuteraient leur prestation en se conformant à des directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles : la présomption de salariat est totale. »

Et de questionner : « Comment un mégaévénement sportif aussi lucratif pour ses organisateurs et ses sponsors peut-il reposer sur tant de

bénévoles ? Rémunérer au smic horaire toutes ces personnes reviendrait pourtant à moins de 1% du budget total des JOP. » Avant de dérouler la marche à suivre : « Nous appelons donc toute personne à candidater comme bénévole, puis au choix : ne pas s'y rendre ; faire grève en demandant d'être rémunéré-es, aller ensemble aux prud'hommes en les attaquant pour travail dissimulé, faire "grève de zèle" : bloquer les JOP en travaillant trop lentement, ou pas très bien, y aller pour s'exprimer, et montrer le vrai visage des JOP. »

• **Visibilité** • Maud Simonet, directrice de recherche en sociologie au CNRS, spécialisée dans le travail bénévole, s'interroge elle aussi : « Il est étonnant de lire dans la "charte du volontariat olympique et paralympique" que les bénévoles qui occuperont la fonction d'"opérateurs chronométrage et notation" seront "sous la supervision des équipes d'Omega", une entreprise suisse partenaire officiel des JOP. En effet, le droit est très clair : à partir du moment où il peut être montré qu'il y a subordination, nous ne sommes plus dans le cadre d'une activité bénévole, mais dans celui d'un contrat salarié. En l'absence de contrat, il s'agit de travail dissimulé », ex-



Tony Estanguet, président de Paris 2024, évoque le programme des volontaires aux JO, lors d'une conférence de presse, le 21 mars 2023.

plique-t-elle dans le journal *Options*. « Ces Jeux interviennent à un moment particulier dans l'histoire du bénévolat, poursuit-elle. Pendant la Covid, les appels aux bénévoles se sont, en effet, multipliés : pour fabriquer des masques, pour aider au déconfinement, etc. [...] Subitement, pendant la pandémie, le projecteur a été mis sur eux, peut-être parce que le travail salarié était en partie à l'arrêt. On a constaté qu'on ne pouvait pas fonctionner sans eux. Donc la nouveauté, c'est la visibilité. »

Plus largement, les bénévoles grévistes s'opposent à tout ce que représentent, à leurs yeux, les Jeux olympiques. Leur discours est éminemment politique : « La devise des JO est "Plus vite, plus haut, plus fort"... Si le capitalisme avait un slogan, ce serait bien celui-là, affirme Jérôme (prénom d'emprunt), l'un des bénévoles ayant prévu un "no show". Nous pensons que les Jeux ont de nombreuses conséquences néfastes sur le travail, l'urbanisme, l'écologie, le déplacement des populations pauvres... Et nous nous opposons à cette vision du sport, qui n'est axée que sur la compétition. »

• **Filtrage** • Côté organisation, où l'on a enregistré 313 000 candidatures pour devenir bénévoles (soit sept fois plus que de places disponibles), l'heure est à la sérénité. Paris 2024 souligne qu'il est classique que des événements, surtout d'une telle ampleur, puissent servir de supports à des revendications politiques. Pour recruter ses bénévoles et éviter les mauvaises surprises, le comité s'appuie en priorité sur des profils « pré-sourcés », c'est-à-dire recommandés par des fédérations ou ayant déjà participé avec succès à des événements sportifs. Il utilise aussi d'autres techniques de filtrage, en observant, par exemple, la façon dont a été rempli le formulaire d'inscription.

Quant au soupçon de travail dissimulé, le Cojop n'a « aucune inquiétude » et fait savoir qu'il a travaillé en amont avec plusieurs institutions, dont le Conseil d'Etat, pour bien déterminer ce qui relève du travail rémunéré et du bénévolat. Sans pouvoir chiffrer précisément le nombre final de volontaires grévistes, Saccage 24 voit d'ores et déjà cette opération comme un succès : « La tribune a beaucoup tourné, le Cojop a dû réagir... Nous créons du débat autour de cette question, notre objectif est atteint. »

@Jon_Elizalde

Quand il faut
se développer durablement,
nous vous aidons à évaluer
chaque impact dès maintenant.

Mazars conseille les dirigeants pour réussir
les transformations liées à la CSRD.

Avec Mazars, l'avenir est plus clair.

mazars

mazars.fr

Le candidat antisystème débutera son mandat le 10 décembre, avec pour objectif de remédier à l'inflation grimpante dans le pays. Il devra aussi se confronter au principe de réalité

Pourquoi Javier Milei a gagné l'élection présidentielle en Argentine

Surprise

Javier Milei a remporté le second tour de l'élection présidentielle organisée dimanche en Argentine face au ministre de l'Économie, le péroniste Sergio Massa, les électeurs ayant choisi de miser sur cette figure antisystème pour lutter contre l'inflation, la pauvreté et relancer l'économie. Avant même que les résultats officiels ne soient communiqués, Sergio Massa a reconnu sa défaite lors d'un discours prononcé depuis son siège de campagne à Buenos Aires, alors que sa candidature a été plombée par la crise économique sans précédent depuis vingt ans dans le pays. « Le modèle de la décadence est arrivé à sa fin, il n'y a pas de retour possible », a dit Javier Milei dans un discours après la diffusion des résultats, tout en admettant que des défis importants l'attendaient, citant l'inflation, le chômage et la pauvreté.

Lola Ovarlez

L'ÉLECTROCHOC NOMMÉ JAVIER MILEI a frappé. Cet économiste ultralibéral, anarcho-capitaliste et excentrique a battu le candidat péroniste Sergio Massa dimanche, remportant l'élection présidentielle avec près de 56% des voix. Une déroute pour cette grande famille qui a dominé la scène politique argentine depuis le début du siècle.

Le résultat n'est pas une surprise pour les experts : il est la marque d'un grand « ras-le-bol » envers la classe politique traditionnelle », estime Gaspard Estrada, directeur exécutif de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes. Javier Milei, novice en politique, a fait campagne contre cette « caste » péroniste et corrompue, dont la vice-présidente sortante, Cristina Kirchner, condamnée pour « administration frauduleuse » est l'une des principales figures.

Surtout, les péronistes au pouvoir sont considérés responsables de la plus grande préoccupation des Argentins : l'économie. Dans un contexte catastrophique, avec une inflation à 140% et 40% de la population vivant sous le seuil de pauvreté, « le vote a été essentiellement économique », constate Gaspard Estrada. La défaite du ministre sonne comme une punition.

Qui dit problèmes d'envergure dit solutions radicales. Avec Javier Milei, la population espère une « tabula rasa », une thérapie de choc. Lors de son discours à l'annonce des résultats, il en a fait la promesse : « La situation

est grave et il n'y a pas de place pour des demi-mesures tièdes ». Parmi elles, il a déjà proposé de dollariser l'économie, couper les dépenses publiques et fermer la Banque centrale et des ministères comme celui de l'Économie.

Faut-il encore qu'il y parvienne, lorsqu'il prendra ses fonctions à la Rosa Casada le 10 décembre. Les Argentins, eux, demandent des solutions rapides. Mais si le nouveau président a gagné l'élection, il n'a pas de majorité au Congrès, où les péronistes représentent un bloc solide. Sa base d'électeurs est restée stable entre la primaire en août dernier et le premier tour de la présidentielle, autour de 30% des voix. Mais elle ne lui a pas permis de remporter le scrutin d'un coup. Le 22 octobre, il était même en deuxième position derrière Sergio Massa.

Bloc. Sa victoire dimanche, il la doit en réalité plus au centre droit et à la droite traditionnels argentins qui ont choisi de faire bloc contre le péronisme, qu'à une véritable adhésion idéologique de la part des électeurs. « Elle est clairement due à l'opération réussie de Mauricio Macri et de son parti. Son soutien entier et direct à Javier Milei dans l'entre-deux-tours lui a permis de gagner », remarque Christophe Ventura, directeur de recherches à l'Iris et auteur de Géopolitique de l'Amérique latine.

En 2015, l'ancien président se retrouvait dans la même situation : tenter d'en finir avec



Le candidat de « La liberté avance », Javier Milei, a été élu président de l'Argentine dimanche 19 novembre.

les années Kirchner et de redresser l'économie. A travers Javier Milei, il peut espérer un retour aux manettes, quitte à brigrer une position clé dans le nouveau gouvernement.

Sans majorité, le nouveau chef d'État devra composer avec lui et ses alliés anti-péronistes pour tenter d'imposer son agenda. Quitte à en sacrifier une partie. La droite

« Son arrivée au pouvoir va relancer dans la région les tendances d'extrême droite »

n'embrasse pas toutes ses idées ultralibérales. Elle prône par exemple une réduction du rôle de l'État, en opposition aux politiques interventionnistes des péronistes, mais sans pour autant prôner la dissolution de ses plus gros ministères. Au lieu de cela, elle soutient davantage des politiques économiques à l'image de celles mises en place sous Mauricio Macri, notamment en termes de fiscalité et de privatisation.

Bilan. Là est la limite de l'élection de Javier Milei. « D'un côté, il a voulu s'opposer à la caste politique. De l'autre, il a reçu le soutien de la personne qui a été responsable du prêt du FMI », analyse Gaspard Estrada. Or, les Argentins se souviennent du bilan de l'ancien président. En 2018, son gouvernement a contracté un prêt de 56 milliards de dollars auprès du FMI, adoptant par la suite un plan d'austérité. La population lui en a ensuite voulu : en 2019, Mauricio Macri a perdu dès le premier tour contre le président sortant Alfredo Fernandez.

Jusqu'où Javier Milei pourra-t-il être contrôlé par ses alliés ? « Là est toute la question, admet Gaspard Estrada. C'était le pari des élites brésiliennes avec Jair Bolsonaro ». Le nouveau président n'est pas radical qu'en matière d'économie. Il est opposé à l'avortement, alors que la procédure est légale en Argentine depuis trois ans. Il est climato-sceptique, tandis que le pays subit encore les conséquences d'une sécheresse historique. « Son arrivée au pouvoir va relancer dans la région les tendances d'extrême droite, prédit Christophe Ventura. Et si Trump est élu l'année prochaine, elles vont encore plus s'accélérer. »

@lolaovarlezX

Entre le pays et le dollar américain, une histoire d'amour très contrariée

SONDÉS L'ÉTÉ DERNIER, 60% des Argentins se déclaraient contre l'abandon de leur monnaie au profit du dollar, au prétexte que cela donnerait trop de pouvoir à la banque centrale américaine, la Fed. Mais ils ont tout de même porté à la tête du pays le candidat qui a fait la promesse de ce swap audacieux... Le nouveau président, Javier Milei, estime que cette mesure fait partie de la thérapie de choc nécessaire au redressement de l'Argentine, entre autres minée par une inflation galopante, dont le taux a dépassé 142% sur un an le mois dernier.

La fuite devant un peso très déprécié ne date pas d'hier. Les historiens font remonter l'attachement argentin au dollar à l'hyperinflation qui a régulièrement sévi à partir des années 1970. Garder des pesos en poche entraînait systématiquement une perte de pouvoir d'achat, celui de la classe moyenne a fondu de 30% au cours des années quatre-vingt. La valeur des salaires et surtout celle de l'épargne fondant comme neige au soleil, il y avait deux moyens d'échapper à l'appauvrissement : acheter rapidement des marchandises en gros, ou bien... des dollars.

Pour sortir de l'hyperinflation catastrophique, le gouvernement décide en 1992 d'arrimer totalement la monnaie nationale au billet vert. Un peso vaut un dollar, et c'est magique. Le taux d'inflation chute de 172% en 1991 à 24,6% l'année suivante. La croissance économique décolle, on parle même du « miracle argentin ». Mais l'arrimage au dollar, et donc l'incapacité du pays à adapter son taux de change à sa situation économique, le rend

très sensible aux chocs extérieurs qui se multiplient avec les crises asiatique (1997), russe (1998) et brésilienne (1999). Comme toujours dans les tempêtes, le dollar fait office de valeur refuge. Il grimpe et entraîne le peso dans son sillage. Rapidement, l'Argentine étouffe. Elle perd sa compétitivité à l'exportation, les investisseurs étrangers prennent la poudre d'escampette. Sur fond de déficit budgétaire croissant, Buenos Aires n'a plus de réserves pour défendre la parité du peso, ni pour rembourser ses emprunts qui sont libellés en dollars. En 2002, l'Argentine lâche tout et rétablit un taux de change flottant. La valeur du peso s'effondre (à nouveau)...

Exemples voisins. Méfiants, les Argentins n'ont, eux, jamais lâché leurs billets verts. Selon l'institut national des statistiques, ils détenaient fin 2022 plus de 246 milliards de dollars sur des comptes à l'étranger, en cash ou en lieu sûr. Soit l'équivalent de la moitié du PIB (487 milliards). C'est la raison pour laquelle le très libéralien think tank de Washington, le Cato Institute, estime que l'idée de Javier Milei de supprimer le peso n'est pas si folle. La valeur officielle du billet vert (351-369 pesos) n'a de toute façon plus rien à voir avec celle du « blue dollar », le très officieux dollar du marché noir qui se négocie pratiquement trois fois plus cher (900-950 pesos). Sous perfusion du Fonds monétaire international (FMI), l'Argentine a depuis longtemps renoué avec ses démons (déficit budgétaire, fort endettement public, financement du gouvernement par la

banque centrale faute de pouvoir emprunter ailleurs...), il faut trouver une solution pour sortir du piège inflationniste.

Les experts du Cato Institute citent les exemples de dollarisation réussie de l'Équateur (en 2000) et du Salvador (2001), deux confettis à l'échelle de la troisième économie d'Amérique latine. Ils argumentent que la Banque centrale argentine n'a pas besoin d'acheter d'un coup tous les pesos en circulation (elle n'en aurait d'ailleurs pas les moyens). Que si l'on dollarise les dépôts au taux de change du marché, un « bank run » (une ruée sur les comptes bancaires) n'a pas lieu d'être. En Équateur et au Salvador, ces dépôts se sont même accrus, soulignent-ils. Par ailleurs, « en privant la classe politique locale de toute capacité à manipuler la monnaie, la dollarisation sépare la politique budgétaire de la politique monétaire », ce qui, en soi, est plutôt sain. Mais, adopter la monnaie d'un autre n'est jamais sans risque, les Argentins le savent déjà. Le dollar et les taux d'intérêt américains fluctuent en fonction des intérêts de l'Oncle Sam, qui n'ont rien à voir avec ceux de son cousin du sud, dont il n'est par ailleurs que le troisième partenaire commercial derrière le Brésil et la Chine. Gare au miracle qui se transforme en mirage.

Muriel Motte
@murielmotteX

Identités

Hakim El Karoui

Le problème, c'est l'intégration, stupide !



DANS LE DICTIONNAIRE des idées reçues de notre époque, il y a un axiome qui ne souffre aucune contestation. « Immigration : tonnez contre ». Car il y a trop d'immigrés, car on n'arrive pas à les intégrer, car ils ne créent que des problèmes. C'était le mantra du Front national, c'est devenu celui de la droite et d'une bonne partie du gouvernement. Trois arguments, parmi d'autres, permettent de démontrer cette thèse très rapidement.

D'abord, 30% des personnes vivant en France ont au moins un grand-parent immigré ; 20% ont au moins un parent immigré ; 10% sont immigrés eux-mêmes. Comment peut-on être contre l'histoire personnelle et familiale de 22 millions de personnes ?

Ensuite, il est tout à fait illusoire de croire que l'on va arrêter l'immigration à l'heure des frontières ouvertes de Schengen, de la mondialisation des échanges et de la circulation des idées. Les hommes circulent moins vite que les marchandises, mais ils circulent malgré tout et leur énergie, pas moins grande que celle des entreprises qui cherchent à étendre leur marché et à optimiser leurs profits, leur permet de déplacer des montagnes (en l'occurrence, de les franchir).

Perspective. Enfin, peut-on se passer de l'immigration ? Sans l'immigration la plus récente (première génération), la population diminuerait : dans les 770 000 naissances de l'année 2017, il y a 250 000 enfants d'immigrés. Le solde net des entrées est de 200 000 départs (260 000 entrées, 60 000 départs dont on ne parle jamais). Et l'accroissement total de la population de 314 000. Sans immigration, la population de la France aurait diminué en 2017 de 133 000 personnes. Et d'un chiffre supérieur en 2022 alors que la natalité baisse.

Et tous les immigrés ne sont pas faiblement qualifiés : 15% des médecins de l'hôpital public sont des immigrés venus de l'extérieur de l'Europe. Sans immigrés, l'hôpital public s'arrêterait en quinze jours ! Ensuite, tous les emplois des services peu qualifiés (BTP, services à la personne, logistique, transport, hôtellerie-restauration) sont fortement dépendants de l'immigration (entre 20% et 40% suivant les secteurs). Le lobbying du syndicat de l'hôtellerie-restauration en faveur de l'article 3 du projet de loi de Gérard Darmanin ne doit rien au hasard !

Faut-il pour autant être béat devant l'immigration ? Non, bien sûr. Car il y a beaucoup de problèmes liés à l'immigration, le premier et le plus important d'entre eux étant celui de l'intégration. L'intégration, c'est l'enjeu des enfants d'immigrés, pas, comme le discours public actuel le prétend, celui des primo-arrivants. C'est là qu'il y a des problèmes. Comme je l'ai montré dans mon dernier travail (*), 25% des garçons de l'immigration maghrébine sont sans diplôme, sans emploi et pas en formation. C'est colossal. Face à ce problème, que fait-on ? Rien. On leur dit « assimilez-vous ! »... et c'est tout. Aucune politique publique. Aucune mesure sérieuse du phénomène. Seulement une action territoriale centrée sur les bâtiments et pas sur les habitants, la fameuse politique de la ville.

Changeons de perspective : parce que l'immigration ne s'arrêtera pas, il est temps de s'engager enfin dans une ambitieuse politique d'intégration.

@helkarouiX

(*) Echecs criants, succès silencieux : l'intégration des enfants d'immigrés (www.desideespour2027.fr)

Après de fortes tensions sur les questions migratoires ces derniers mois, les deux pays tentent de trouver une stratégie commune

Rome et Berlin signent un « plan d'actions » bilatéral

Deal

Ce mercredi, après un sommet intergouvernemental, l'Allemagne et l'Italie vont signer une feuille de route similaire au traité du Quirinal signé entre Rome et Paris en 2021

Francesco Maselli (à Rome)

CE MERCREDI, GIORGIA MELONI se rendra à Berlin avec ses ministres pour signer un « plan d'actions » avec l'Allemagne, qui prévoit des accords bilatéraux sur le modèle du Traité du Quirinal entre France et Italie, ou bien encore du traité de l'Élysée entre Allemagne et France. Objectif : clôturer la ceinture de collaborations entre les pays les plus importants de l'Union européenne.

Cinq secteurs sont visés : croissance, compétitivité et emploi ; politique étrangère et politique de sécurité ; agenda vert et protection du climat ; Europe et États de droit ; culture et société civile. Il prévoit en outre des réunions en format 2+2 pour les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, un forum de dialogue bilatéral sur l'économie entre les ministres compétents et sur l'immigration entre les ministres de l'Intérieur.

Ce dernier point est important compte tenu des divergences criantes dans la gestion du phénomène au niveau européen : en septembre, Berlin a cessé d'accepter les migrants arrivant d'Italie dans le cadre du « mécanisme de solidarité volontaire » mis en place par l'Union européenne. Berlin accuse Rome de ne pas appliquer le traité de Dublin, pendant que Rome accuse Berlin d'augmenter la pression migratoire finançant les navires ONG qui sauvent les migrants dans la Méditerranée.

Une feuille de route est donc nécessaire pour gérer les incompréhensions. Surtout, les deux pays estiment qu'ils doivent absolument programmer une stratégie pour affronter les défis communs. L'Italie et l'Allemagne représentent les deux premières puissances industrielles de l'UE, et leurs systèmes économiques sont particulièrement interconnectés, les industries transalpines étant les principales sous-traitantes des allemandes. Pour l'Italie, l'Allemagne est le premier client et le premier fournisseur, tandis que pour Berlin, Rome représente le sixième client et fournisseur. Les échanges ont atteint 168,5 milliards d'euros en 2022, un record.

« Pragmatique ». N'étant pas un véritable traité international, le pacte n'a pas reçu qu'une attention médiatique modeste. Pourtant, en novembre 2021, la signature du Traité du Quirinal entre Rome et Paris avait été présentée en grande pompe par les deux diplomates. La barrière linguistique rend certainement plus difficile l'échange entre les deux opinions publiques, qui s'influencent moins que ce que l'on constate entre la France et l'Italie. La dimension historique participe aussi à ce profil bas, souligne Federico Niglia, historien à l'Université Luiss de Rome : « Le pacte entre l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie évoque des mauvais souvenirs, donc on évite d'exagérer avec la rhétorique. Les deux pays sont habitués à

travailler ensemble dans un climat apaisé, les divergences existent mais explosent rarement. L'exigence d'un traité ou d'un pacte a été considérée moins urgente, mais y arriver est très utile pour les deux capitales ».

Pour Rome, cette signature a une signification géopolitique importante. Pour contrebalancer la puissance du couple franco-allemand, l'Italie a toujours joué la carte américaine ou la grande proximité avec le Royaume-Uni. Avec le Brexit, elle a dû réadapter sa stratégie européenne, misant sur l'idée du « triangle » entre France, Italie et Allemagne.

Il s'agit d'un plan « pragmatique », analyse dans la presse transalpine l'ambassadeur allemand, Hans-Dieter Lucas. Il est dépourvu des accents lyriques qui ont accompagné la signature entre Mario Draghi et Emmanuel Macron, bien heureux de mettre en scène leur proximité politique. Les rapports entre Meloni et Scholz sont cordiaux, mais les deux leaders représentent des familles politiques très distantes. « Peu importe, ce qui est important, c'est la structuration des rencontres à haut niveau entre les deux administrations. Ce type d'accord sert à rendre les relations quotidiennes plus fluides », explique un diplomate transalpin.

Ce recours aux pactes bilatéraux est un signe que la coopération entre États reste centrale, souligne M. Niglia : « L'Europe est dans une phase intergouvernementale plus que fédérale, ce sont les pays membres qui doivent prendre des décisions rapides pour affronter les défis. On est dans un système à géométrie variable, il est normal que les États plus importants trouvent des formes de collaboration bilatérale plus structurées. » @FrMaselli

Fumio Kishida est au plus bas dans les sondages et ne parvient pas à ramener la confiance chez les électeurs

Au Japon, l'impopularité record du Premier ministre le fragilise

Badaboum

L'économie japonaise s'est contractée plus fortement que prévu au troisième trimestre, soulignant la fragilité de sa reprise post-Covid et compliquant les efforts de la Banque du Japon pour relancer ses mesures d'assouplissement. **Le produit intérieur brut a baissé de 2,1% en rythme annuel en raison de la faiblesse de la consommation des ménages et des dépenses des entreprises, ce qui est beaucoup plus important que la baisse moyenne de 0,4% prévue par les économistes.**

Claude Leblanc

« POURQUOI DÉTESTE-T-ON le gouvernement Kishida ? » C'est ce que demandait l'hebdomadaire *Kinyōbi* en couverture de son numéro de la semaine dernière, faisant allusion aux difficultés rencontrées par le Premier ministre japonais, qui atteint des records d'impopularité jamais enregistrés dans le pays depuis cinq ans. Selon un sondage publié, dimanche, par le quotidien *Mainichi Shimbun*, seulement 21% des personnes interrogées soutiennent le chef du gouvernement.

Seul Naoto Kan, Premier ministre au moment de l'accident de Fukushima, a connu un niveau aussi faible, en août 2011. Les hauts et les bas dans les enquêtes d'opinion sont un classique dans la vie politique du pays. Mais Fumio Kishida semble faire l'objet d'un désamour assez impressionnant dans la mesure où les Japonais estiment que ses efforts, pour soutenir l'économie notamment, ne sont qu'un stratagème pour gagner des voix.

Il doit par ailleurs faire face à des troubles au sein du parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir, des personnalités de premier plan critiquant ouvertement sa politique. Et pour ne rien arranger, sa capacité à choisir ses ministres a été remise en question après que trois d'entre eux - nommés lors d'un remaniement en septembre - ont été limogés en trois semaines.

Handicap. Le 13 novembre, Kenji Kanda a été démis de ses fonctions de vice-ministre des Finances pour fraude fiscale. Avant lui, Mito Kakizawa a dû quitter son poste de vice-ministre de la Justice pour violation de la loi électorale, tandis que Taro Yamada, vice-ministre de l'Éducation, a perdu son portefeuille pour une affaire d'adultère. Autrement dit, la survie du Premier ministre est en jeu, et sa situation est révélatrice d'une crise profonde de la démocratie et de la société japonaise.

Le rejet à son égard est tellement fort que même la promesse d'un abattement fiscal n'a pas réussi à redresser son image auprès des Japonais. Le 2 novembre, il a annoncé que 40 000 yens (245 euros) de recettes fiscales seraient restitués à chaque contribuable en juin 2024 afin d'aider les ménages à faire face à l'inflation.

Le plus flagrant est le manque de soutien au sein de l'électorat jeune. Selon un sondage de l'agence de presse Jiji réalisé en octobre, seuls 10,3% des 18-29 ans ont une opinion favorable du Premier ministre et de son gouvernement. Un handicap certain qui l'empêche de contrebalancer son manque de soutien dans les tranches d'âge plus élevées.

Son prédécesseur, Shinzo Abe, dont il a été le ministre des Affaires étrangères, avait réussi à surmonter les phases de tension en réussissant à s'appuyer sur d'autres catégories d'électeurs afin de stabiliser son pouvoir et faire passer quelques-unes de ses décisions les plus importantes.

L'approche de l'élection pour décider de la présidence du PLD, prévue en septembre prochain, est un autre facteur défavorable

A moins qu'il ne parvienne à améliorer sa cote de popularité lors des six prochains mois, ou qu'il ne remporte des élections anticipées, il lui sera difficile d'être réélu à la tête de son parti

pour Fumio Kishida dans la mesure où c'est celui qui est élu à sa tête qui est nommé Premier ministre. S'il occupe aujourd'hui cette fonction, sa ministre en charge de la Sécurité économique, Sanae Takaichi, a déjà fait part de son intention de se présenter. A moins qu'il ne parvienne à améliorer sa cote de popularité lors des six prochains mois, ou qu'il ne remporte des élections anticipées, il lui sera difficile d'être réélu à la tête de son parti.

Kishida n'a jamais caché son intention de convoquer des élections anticipées d'ici à la fin de l'année 2023 afin de renforcer sa position au sein du PLD, dont il dirige la quatrième faction la plus importante. Un résultat fort permettrait de calmer l'agitation au sein du parti. Mais un parlementaire du PLD a déclaré à Kyodo News que si le Premier ministre « ose prendre le risque de dissoudre la Chambre basse, de nombreux députés du PLD tenteront de faire chuter son gouvernement, car ils pensent que le parti perdra des élections anticipées sous sa direction ».

Même le secrétaire général du PLD, Hiroshige Seko au Sénat, n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a déclaré à la Diète que M. Kishida « n'a pas fait la démonstration qu'il était un leader ». Ses marges de manœuvre sont limitées et il pourrait être contraint à la démission.

@japonline

Des déplacés de Gaza au lycée français de Ramallah

DEPUIS SIX SEMAINES, plusieurs centaines de déplacés gazaouis ont trouvé refuge dans un gymnase jouxtant le lycée français international de Ramallah (maternelle, primaire, secondaire). Ce bâtiment, qui a accueilli jusqu'à 400 déplacés, en compte un peu plus d'une centaine actuellement. Les lieux étant exigus, ces derniers ont aussi monté des tentes dans un espace à l'air libre qui donne sur une des deux cours de récréation de l'établissement. L'ensemble de ces infrastructures appartient à la municipalité de Ramallah.

« Tout en affichant leur solidarité à l'égard des Gazaouis, les parents d'élèves du lycée français ont voulu attirer l'attention de la municipalité sur les conditions d'accueil indignes de ces déplacés. Leur association a aussi adressé un courrier à l'administration du lycée en ce sens », explique un fonctionnaire palestinien. C'est l'association des parents d'élèves qui loue les locaux pour le lycée, qui est conventionné par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), sous tutelle du Quai d'Orsay.

Le lycée français, trilingue (français, anglais, arabe), a ouvert ses portes en septembre 2017 avec, dans un premier temps, des classes pour les élèves de maternelle. C'était un engagement de François Hollande renouvelé par Emmanuel Macron auprès de Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne. Au fil des ans, l'établissement ouvre de nouvelles classes pour, qu'à terme, les élèves passent le baccalauréat français.

Après le 7 octobre, le lycée a fermé ses portes durant quelques jours, suivant les directives du ministère de l'Éducation palestinien, puis il a organisé ses cours en ligne en raison du fort sentiment d'insécurité engen-

dré par les manifestations à Ramallah contre le centre culturel franco-allemand après les déclarations de soutien au droit d'Israël à sa défense des dirigeants des deux pays.

Discussions. Les élèves ont ensuite embrayé sur les vacances scolaires d'octobre. Mais, depuis le 1^{er} novembre, ils ont repris les cours en présentiel à la demande des parents. En lien avec le consulat français à Jérusalem, les responsables de l'établissement ont travaillé à un plan de sécurisation. Les enseignants français doivent désormais résider à Jérusalem et les cours ont repris sous protection sécuritaire. « Les déplacés sont assez nombreux dans un espace réduit, ce qui pose des problèmes sécuritaires et sanitaires, confie une Française. Ce n'est pas l'environnement le plus propice pour les enfants. »

L'établissement a aussi fermé l'une des cours de récréation pour éviter les risques sanitaires et d'incursion des déplacés dans le lycée. Parallèlement, le consulat français de Jérusalem, qui a compétence sur les territoires palestiniens, a entamé des discussions avec la municipalité de Ramallah et l'Autorité palestinienne afin de trouver une solution.

« La France a menacé de fermer le lycée si on ne les expulse pas ! », se plaint un fonctionnaire palestinien. Paris conteste cette version des faits, tout en expliquant discuter avec l'Autorité palestinienne dans le but de voir s'il était possible de faciliter des relogements sur d'autres sites à Bethléem ou à Jéricho, qui accueillent déjà d'autres déplacés.

Pascal Airault
@P.Airault



Olaf Scholz et Giorgia Meloni, le 8 juin 2023, à Rome.

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Medias SAS. Président, directeur de la publication : Nicolas Boytout. Vice-président, rédacteur en chef : Rémi Godeau. Rédacteurs en chef adjoints : Olivier Baccouat, Emmanuel Glinisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. BEY MEDIAS PUBLICITÉS - Tél : 01 40 69 46 96. Directrice générale adjointe, commerce : Cécile Colomb. Publicité commerciale : Roxan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. Publicité financière : Nicolas Wartinne. SERVICE ABOONEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 219 €. IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CIPAP : 1123 C 98894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Entroproduction : Prot 0,022 kg / tonne de papier



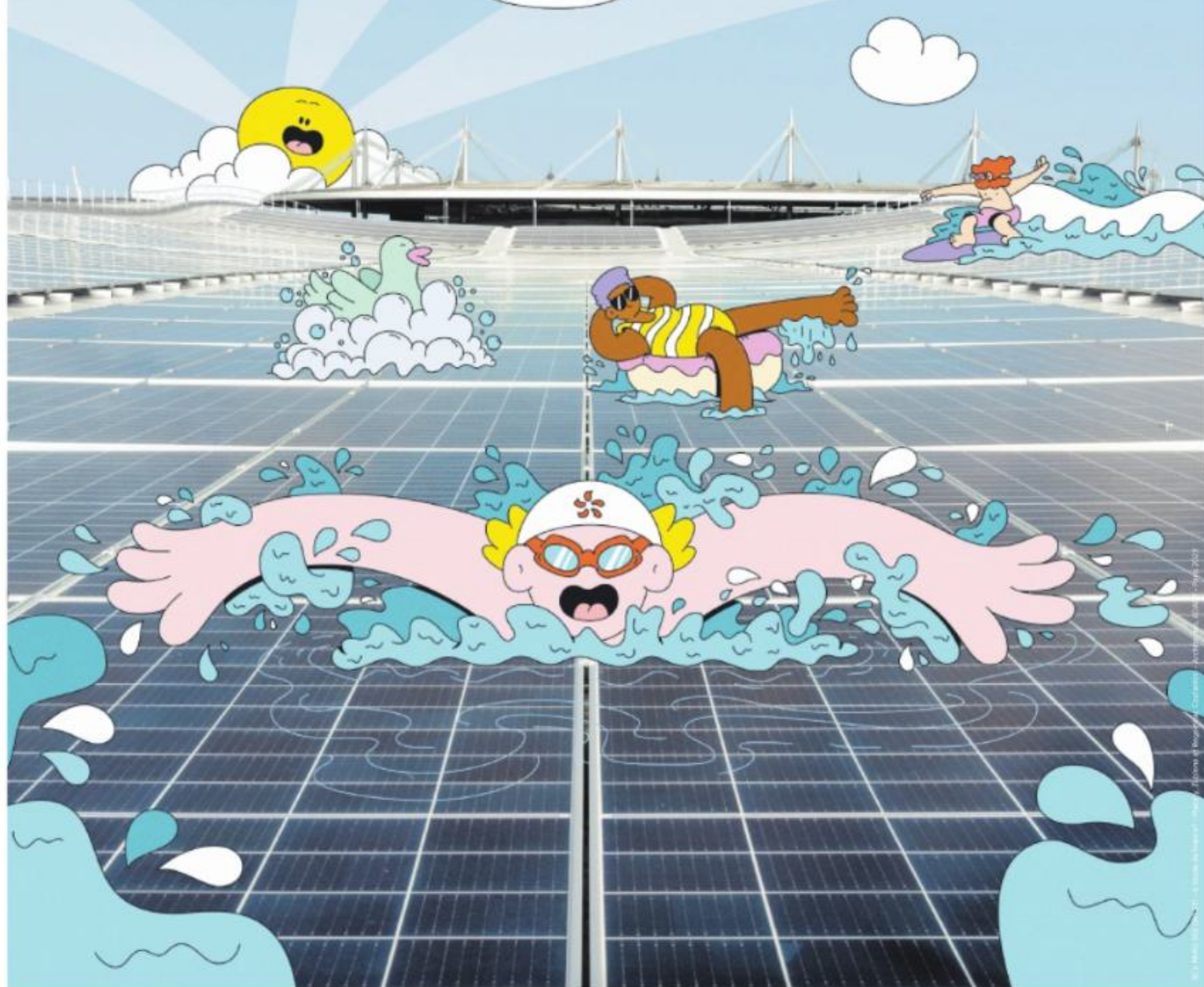
7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique **Voyage en absurdité**

Europe 1



Devenons l'énergie qui change tout.



Pour Paris 2024, pour tous les Français.

Le groupe EDF installe 4 680 m² de panneaux photovoltaïques sur le toit du Centre aquatique olympique pour Paris 2024 et demain pour la Seine-Saint-Denis.



edf.fr/paris2024
L'énergie est notre avenir, économisons-la !